



WWF

FR

2011

NEWSLETTER
N°1 AVRIL 2011

Forêts vivantes

EDITO

L'APPEL DE LA FORÊT

2011, Année internationale des forêts. L'occasion de célébrer toutes les forêts du monde, depuis l'Amazonie jusqu'au Canada, en passant par la France, où elles occupent près de 30% du territoire. Mais surtout, au-delà des déclarations d'intentions, c'est une chance inespérée de se mobiliser pour promouvoir une gestion durable des forêts. Voici venu le temps de mettre les actes en cohérence avec les propos afin de donner un peu de répit aux poumons de notre planète.

Depuis le cri d'alarme lancé à Rio en 1992, la déforestation continue, inlassablement : 13 millions d'hectares de forêts sont sacrifiés chaque année...

Pourtant, au-delà de leur inestimable valeur culturelle, les forêts remplissent, au quotidien, des fonctions essentielles à notre survie. Leur rôle, indispensable dans les économies développées, l'est d'autant plus dans les pays les plus pauvres. Selon la FAO (l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture), le destin de 1,6 milliards de personnes serait intimement lié à leur préservation.

En finir avec la surexploitation des forêts est indispensable pour assurer la continuité des services rendus par les écosystèmes et, ainsi, protéger la santé, la richesse et le bien-être de l'humanité. C'est pourquoi, le WWF France lance la campagne « Forêts Vivantes ». L'objectif de cette mobilisation est aussi clair qu'ambitieux : zéro déforestation nette en 2020. Ce qui signe l'arrêt des conversions de forêts naturelles, de manière immédiate et définitive et implique, sans concession, la restauration des massifs dégradés.

Le WWF appelle les décideurs de tous les pays, leaders politiques mais aussi acteurs économiques, à stopper le massacre du patrimoine forestier mondial. Lors du sommet de Cancun en décembre dernier, la France a publiquement affirmé sa volonté d'enrayer la déforestation provoquée par des politiques d'approvisionnement irresponsables en papier, bois, soja et huile de palme. Le WWF exige que ces engagements se concrétisent afin que cesse immédiatement ce déboisement sauvage des massifs de forêts tropicales dans le but de satisfaire nos propres besoins de consommation.

Puissent nos représentants politiques entendre l'appel de la forêt, lancé au travers de ce premier numéro de votre tout nouveau bulletin d'information Forêts Vivantes.

Mettons en action les paroles du poète turc Nazim Hikmet :
« *Vivre seul et libre comme un arbre et fraternellement
comme une forêt* ».

Serge Orru
Directeur général du WWF-France



LE MARCHÉ : FACTEUR DE DÉFORESTATION OU DE CONSERVATION ?

Les trois dernières décennies ont été marquées par une prise de conscience progressive face aux enjeux de la déforestation et tout particulièrement face aux risques que le phénomène faisait courir à l'humanité. Poumon de la planète mais aussi, purificateur d'eau et source d'approvisionnement inégalable, l'écosystème forestier est indispensable à notre survie.

La FAO (L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) définit la forêt comme « *une formation végétale*

qui occupe un terrain d'au moins un hectare, et qui est composée de plus de 10% d'arbres mesurant plus de 5 mètres de hauteur ». Dès lors que cette couverture tombe à moins de 10%, il n'y plus de forêt, on parle alors de déforestation.

Selon cette définition et d'après la dernière évaluation de la FAO, 13 millions d'hectares de forêt disparaissent chaque année, soit à peu près 13 fois la surface de la Grèce. Les taux annuels de déforestation les plus élevés se trouvent en Asie du Sud-Est (2%), en Amérique du Sud (1,2%), et enfin en Afrique centrale (0,20%).

Sur le banc des accusés, le marché des produits agricoles et des bois tropicaux...

LA FORÊT GRIGNOTÉE PAR LE MARCHÉ

**7 millions
d'hectares
de forêts
sacrifiés au
profit de l'huile
de palme
en Indonésie**

Même si la déforestation est un phénomène local, ses causes les plus dévastatrices sont, le plus souvent lointaines, voire indirectes. Ainsi, le marché mondial des produits agricoles et des bois tropicaux génère une déforestation à grande échelle afin de satisfaire les besoins de consommation de tous les pays. Devenu l'institution centrale d'un modèle économique, ce marché conduit au développement des nations certes, mais il engendre aussi une relation d'échange des produits de la déforestation entre les pays développés et les pays en développement, avec les conséquences négatives que l'on connaît pour le patrimoine forestier mondial.

Cette logique économique, les pays développés ont été les premiers à en payer le prix par le sacrifice de leurs forêts naturelles au profit des plantations. Les prix d'exportation de produits agricoles très élevés, couplés à l'inflation de ceux du baril de pétrole incitent à

l'expansion agricole (pour les agro carburants par exemple). Rien d'étonnant donc à ce que les pays émergents endommagent fortement leur couvert forestier. Les cultures de rente dans ces pays se sont développées au détriment des forêts naturelles, loin devant l'agriculture sur brûlis. Ainsi en Indonésie par exemple, l'industrie du palmier à huile représente US\$10 milliards, 3 millions d'emplois et 4,5% du PIB au détriment de 7 millions d'hectares de forêt. Cette huile de palme se retrouve dans l'industrie cosmétique des pays développés et dans 1 produit sur 10 de la grande distribution alimentaire.

L'augmentation de la demande en produits agricoles, en bois ou en produits miniers génère de la déforestation dont certains acteurs économiques aux pratiques peu responsables se rendent complices. La forte demande des sociétés de consommation au Nord se traduit par la spéculation des prix qui, par rétroaction, implique la spéculation

foncière au Sud où, la pression démographique et la pauvreté génèrent déjà des besoins importants en terres. Il faut cependant souligner que le commerce international des bois tropicaux ne représente que 3% de la valeur du commerce mondial des bois et n'est donc pas le seul à incriminer dans la disparition des forêts tropicales.

Ainsi, les échanges mondiaux régis par une logique d'accumulation du capital en dehors de toute régulation ne jouent pas en faveur de la préservation des écosystèmes forestiers, et ce, malgré la « chaîne de valeurs » culturelles, écologiques et sociales qu'ils incarnent. Pourtant, face à l'impossibilité de dresser des barricades devant les massifs forestiers tropicaux, c'est également dans ces échanges, qu'une partie des solutions a été recherchée. Ainsi, paradoxalement, le marché qui alimente le processus de déforestation offre également des opportunités pour combattre ce même processus.

QUAND LE MARCHÉ DEVIENT UN OUTIL DE CONSERVATION DES ESPACES FORESTIERS

**A ce jour, le FSC
est le standard
de performance
le plus abouti
dans le domaine
forestier**

Pour enrayer le processus de déforestation, diverses solutions, comme améliorer la gouvernance des Etats, clarifier les droits de propriété foncière ou lutter contre la pauvreté sont souvent avancées à juste titre. Il est vrai que dans les pays en voie de développement où les systèmes de régulation sociale ne sont ni « dépersonnalisés » ni bien formalisés, les citoyens et les agents économiques ont une confiance limitée dans les institutions. Par conséquent, règne le doute sur la répartition équitable des droits de propriété foncière. De cette situation découlent des comportements de prédation sur les ressources naturelles, pour le coup très dommageables pour l'environnement.

Cependant, comme le montre l'exemple du Chili, on peut mettre en doute le fait qu'une dépersonnalisation des règles du jeu inverserait le processus de la déforestation. En effet, la privatisation des terres initiée par le gouvernement post-Allende a entraîné une course à l'expansion des cultures et

à la destruction des forêts. Dans une économie mondiale où la concurrence est la règle et où les agricultures et les tissus industriels nationaux sont inégalement productifs, la fracture forestière se chevauche avec le déséquilibre agricole mondial, dans lequel l'agriculture sur brûlis d'un côté et l'agriculture de rente de l'autre fragilisent les efforts de lutte contre la déforestation.

C'est autour de ces constats que le marché, en tant que destination finale des produits, peut influencer l'amont des filières de production. Les outils développés à ce jour reposent sur une incitation des consommateurs à accomplir des actes d'achats responsables, c'est-à-dire, à exiger des garanties sur les origines et la façon dont ont été produits les biens qu'ils consomment. En utilisant la loi du marché, les opérateurs voulant satisfaire cette nouvelle demande, devront répondre à un cahier des charges spécifique tout au long du processus de production. C'est de ce nouveau besoin qu'un certain nombre de

standards de production sont nés afin d'offrir aux consommateurs les garanties environnementales qu'ils réclament. A ce jour, dans le domaine forestier, le standard de performance le plus abouti est le système de certification FSC (Forest Stewardship Council). Voilà donc toute l'ambivalence du marché qui, d'un côté, accélère le processus de déforestation pour générer toujours plus de profits à court terme et de l'autre, se révèle soudain capable de générer de bonnes pratiques, celles-ci permettant, à plus long terme, d'offrir un avantage concurrentiel. Le marché peut donc aussi apporter des solutions en matière de conservation, si les comportements des consommateurs et des producteurs deviennent tous responsables. Il s'agit là d'un immense pari qui incline à envisager une combinaison d'autres mécanismes de conservation. En effet, la certification n'étant pas la panacée, elle n'est pas, en soi, la solution mais fait en tout cas bel et bien partie de celle-ci.

Afin d'enrayer le processus de déforestation, le WWF-France développe :

Le Programme **CONVERSION FORESTIERE** pour alléger l'empreinte écologique de la France sur les forêts du monde en réduisant l'utilisation des matières premières issues de la conversion des forêts en terres agricoles comme le soja et l'huile de palme.

Le Programme **PROMOTION DE LA FORESTERIE RESPONSABLE** pour promouvoir la foresterie responsable et faire de la lutte contre le commerce illégal de bois une pratique standard au sein des entreprises mais aussi pour appuyer les acteurs économiques dans la mise en place de plans d'aménagement et dans la gestion environnementale de leurs chaînes d'approvisionnement de bois et de papier en France. Pour y parvenir, le WWF accompagne les entreprises dans le cadre de son Réseau forêt et commerce.

L'INITIATIVE S.P.O.R.T. : SPORTIFS POUR UN OR RESPONSABLE ET TRAÇABLE

Le 14 février dernier, Isabelle Autissier, Présidente du WWF-France, a profité de la date symbolique de la Saint-valentin, pour lancer, depuis la Guyane, la suite de la campagne « Non à l'or illégal ».

Cette année, l'initiative S.P.O.R.T. repose sur un rapprochement novateur entre le monde du sport et celui de la conservation de la nature, au travers d'un partenariat inédit entre le WWF-France et le « Collège des Ambassadeurs Sportifs de Guyane », présidé par le

footballeur Bernard Lama, vainqueur de la Coupe du monde de 1998

L'initiative part d'un constat simple et percutant : aujourd'hui, nul ne sait d'où provient l'or des trophées remis à l'occasion des grandes compétitions sportives et rien ne garantit que cet or, célébrant le dépassement et la victoire, n'est pas lié à des modes d'extraction désastreux sur le plan environnemental, social et politique. C'est pourquoi, l'initiative S.P.O.R.T. s'est fixée un objectif clair : faire

en sorte que l'or des trophées remis lors des grandes compétitions sportives soit traçable (qu'il soit possible d'en suivre le mouvement et l'évolution à travers les différentes étapes de production, transformation et distribution) et plus responsable (que les étapes de production, transformation et distribution minimisent leurs impacts négatifs sur l'environnement et les populations locales).

Suivez l'avancée de la campagne Non à l'or illégal sur : www.nonalorillegal.fr

Retrouvez d'autres actualités sur : www.forets-vivantes.fr



pure impression™ soutient le projet du WWF, «Forêts Vivantes»

Ensemble, ils privilégient les alternatives vertes et responsables afin de favoriser une impression durable.

- Le papier utilisé pour cette brochure est certifié FSC® (FCBA-COC-000077). Composition: 60% de fibres recyclées et 40% de fibres vierges.
- Les encres sont à base végétale (huile de lin et de soja).
- L'outil industriel qui a servi à sa réalisation est de dernière génération (2009) et très respectueux de l'environnement.
- Les feuilles de passe et les rognons de cette brochure ont été recyclées, tout comme 99% des déchets générés par pure impression™.
- Ce document a été conditionné par une personne handicapée.
- pure impression™ ne référence que des fournisseurs éco-responsables.

Imprimeur Responsable

- ◆ Certifications ISO 9001 et 14001 ◆
- Norme colorimétrique ISO 12647-2 (en cours)
- ◆ Double certification FSC: FCBA-COC-000077 et PEFC: FCBA/08-008892 ◆ Bilan carbone
- ◆ Imprim'vert. Print environnement ◆

pure impression™  Tel: 04 67 15 66 00 ■ www.pure-impression.fr